

LA FACE CACHEE DES TICS²

Technologies de l'Information et des Communications (Sociologiques & Sociales ???) ...

"Une monstrueuse aberration fait croire aux hommes que le langage est né pour faciliter leurs relations mutuelles."

Michel Leiris

« N'espérez jamais trouver votre sûreté dans les armes de la fortune. »

Sénèque.

Nelson Mandela disait :

“ Une population instruite, éclairée et informée est une des façons les plus sûres de promouvoir la bonne santé de la démocratie... ”.

Et **Benjamin Franklin** :

“ Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'un, ni l'autre et finit par perdre les deux ”.

Degré 0 de l'écriture

« Ces mots-objets sans liaison, parés de toute la violence de leur éclatement dont la vibration purement mécanique touche étrangement le mot suivant mais s'éteint aussitôt, ces mots poétiques excluent les hommes : il n'y a pas d'humanisme poétique de la modernité : ce discours debout est un discours plein de terreur, c'est à dire qu'il met l'homme en liaison non pas avec les autres hommes, mais avec les images les plus inhumaines de la nature: le ciel, l'enfer, le sacre, l'enfance, la folie, la matière pure, etc... »

“ Lorsque le langage poétique met radicalement la Nature en question, par le seul effort de sa structure, sans recourir au contenu du discours et sans s'arrêter au relais d'une idéologie, il n'y a plus d'écriture, il n'y a que des styles, à travers lesquels l'homme se retourne complètement et affronte le monde objectif sans passer par aucune des figures de l'histoire ou de la sociabilité ”...

R Barthes Degré Zéro de l'écriture

Approche psychanalytique du poème

“ Le poème est lui-même un nœud du réel et du sens. Jouant des équivoques de la langue, ses mots font résonner le corps de jouissance autant que le fit la langue originelle, mais son dire – le dire le moins bête, dit Lacan - y adjoint le sens, et même du sens renouvelé qui fait rupture avec le sens dit commun. Le dire du poème, donc, tout aussi bien que le dire de l'analysant, noue, fait tenir ensemble les effets de sens du langage et des effets de jouissance hors sens de la langue. Il est homologue à ce que Lacan nomme sinthome. De ce sinthome poème, on peut d'ailleurs dire qu'il est lui-même réel car le dire constituant en chaque cas du nœud du sens et du réel est lui-même hors sens, existentiel “.

Colette Soler, Les affects lacaniens. PUF, Paris 2011.

LA SECURITE INFORMATIQUE – SI – N’EST PAS SEULEMENT UNE QUESTION TECHNIQUE, MAIS DOIT INTERROGER LES SCIENCES HUMAINES, LA PHILOSOPHIE, LA POLITIQUE, L’ETHNOSOCIOLOGIE, L’ECONOMIE, LA PHILOLOGIE, LA MONNAIE ET LA SEMIOTIQUE ...

La puissance publique pense que son rôle est d’assurer le bonheur privé des personnes avant même de garantir la sécurité et de réaliser la prospérité collective. Aussi bien a-t-elle échouée à peu près en tout... Sauf à avoir entraîné un individualisme exacerbé. Envoutés par l’image, les électeurs votent en fonction des sentiments que leurs inspirent les candidats. Ils votent pour le slogan, le sourire, la sincérité présumée, le charme ainsi que le récit de vie du prétendant, rédigé avec le plus grand soin. Tout est dans le style, dans le scénario, rien dans le contenu, dans les faits. Les politiciens ont saisi que, pour obtenir des votes, ils doivent reproduire cette fausse identité avec le public que savent si bien créer les célébrités de tout acabit.

VULNERABLES ET CONSCIENTS DE L’ÊTRE

En 2017, à peu près tous les médias inclus les « actus » sur des problèmes de sécurité informatique dans leur couverture éditoriale. Il est appréciable de voir ces informations communiquées au plus grand nombre : la sécurité est affaire de tous. Même si, le plus souvent, le traitement médiatique de ces sujets est liminaire et flou (pour le dire poliment).

Cette réserve mise de côté, on observe que les intrusions et compromissions reflétées dans ces actus sont très nombreuses et de plus en plus complexes. L’élément MONETAIRE y est de plus en plus présent également, mais surtout, le lien direct entre notre vie ‘hors ligne’ et celle ‘en ligne’ est tellement fort que les répercussions d’une cyberattaque peuvent être graves et réelles. Votre téléphone intelligent fait tout un tas de choses et permet accessoirement d’appeler ; il donne aussi votre emplacement même si vous avez désactivé la géolocalisation via un bouton dédié.

Eh oui, vous pensez que la connexion au réseau téléphonique, 4G et future 5G se fait ‘automatiquement’ ? Bien sûr que non : le téléphone se connecte aux antennes environnantes, transmettant ainsi des informations sur son emplacement, donc le vôtre. En outre, les applications que l’on y installe ont des listes de « PERMISSIONS » que vous devez leur accorder en amont de l’installation. Ces ‘permissions’ sont de plus en plus ABUSIVES.

Par exemple, une application faisant de la photo vous demande l’accès en lecture et écriture à vos SMS ou à votre agenda : pour quoi faire ? On peut lui donner accès à la caméra et à un répertoire pour y stocker des photos effectuées, mais pas L’AUTORISATION DE FAIRE LE CAFE A VOTRE PLACE ! Ainsi trop souvent les demandes de beaucoup d’applications sont abusives. Cependant, on clique sur le petit bouton vert « ACCEPTER », sans faire recherche en pluridisciplinarité, étude épistémologique et analyse de texte... ET ON N’Y PENSE PLUS.

Tout organisme de produits à actions divisionnaires (ordre du clan, du groupe, de la secte, des sociétés secrètes, etc...) se doit en et par l’exercice de son pouvoir d’utiliser tous moyens et outils sémantiques, sémiologiques dans toutes les dimensions ‘physiques’ et/ou ‘virtuelles’ pour régner ; quitte à soustraire aux consciences brouillonnes la déontologie, l’éthique, la morale et le potentiel libre-arbitre des ‘esprits libres’... ; tout en cultivant les peurs inconscientes, une justice pernicieuse et une éducation déficiente... Et cela dans la totalité du continuum espace-temps naturel du et des vivants ; où la différence se doit d’être surveillée.

Bien ou mal, cela est autre chose...

Tout dépend à quel groupe, clan ou idéal on "appartient".

Mais qui est ce "on"...

Un con ?

Un salaud

Ou un pervers narcissique ?

"Il n'est pas de sentiment qui jette dans l'exubérance avec plus de force que celui du néant."

Georges BATAILLE

BIG BROTHER IS LISTENING TO YOU

Les fondements de cet état dans l'Etat remonte remontent surtout à la période immédiatement postérieure aux attentats du 11 septembre 2001. Six semaines après les attaques et suite à la lecture précipitée par le congrès américain, le président de l'époque, Georges W. Bush, promulgue le "Patriot Act". Ce dernier élargit considérablement les pouvoirs de surveillance di gouvernement.

Le dispositif le plus controversé du Patriot Act permet ainsi aux agences de renseignement, du FBI, à la CIA en passant par la NSA, de récupérer auprès des opérateurs de communication privés des opérations personnelles d'usagers, de mettre ces derniers sur écoute, d'archiver et d'exploiter les données issues de surveillance électronique. Un simple soupçon suffit pour intervenir auprès des fournisseurs de services. Et cette collecte et son exploitation se font sans que les usagers en soient avertis...

Mais cela tout le monde le sait et le savait... Non ?

Le Patriot Act prévoit également la possibilité de perquisitionner chez un suspect ainsi que de saisir ces biens en son absence, sans avoir besoin de le prévenir.

(Vous voulez cela en France, les crétins néo-ordo-libéraux, et autres pantins ultra-libéraux affichés à théocratie antidémocratique et antirépublicaine... ?)

Et comme nommer les choses, c'est les faire exister, cette loi crée aussi des statuts juridiques particuliers : « Ennemi combattant » ou encore « combattant illégal » ; ces nouvelles définitions permettent d'arrêter, d'inculper et de détenir sans limite de durée toute personne soupçonnée de terrorisme.

Même parfois les lanceurs d'alerte, considérés par l'Etat comme des délateurs et traîtres envers la politique en place. ***Mais cela aussi, tout le monde le sait...***

Le Patriot Act prévoit l'émission, par le FBI, d'injonctions, les NSL, pour "National Security Letters" (Lettres de Sécurité Nationale). Celles-ci permettent au FBI d'avoir accès aux données d'usagers de télécommunications. Concrètement, un ou deux agents du FBI se présentent à votre bureau pour vous transmettre la fameuse NSL en main propre. Et en fait, c n'est pas une demande : vous devez obtempérer sans délai. Les détails qui suivent ont pu être portés à l'attention du public seulement après plusieurs années et constituent l'un des historiques les plus, complets à ce jour des dérives d'une loi qui rappelle étrangement les lois scélérates.

Nicholas Merrill est directeur et fondateur du CalyxInternet Access, un fournisseur de services indépendant, chez qui sont hébergés de nombreux sites web et e-mails associatifs et appartenant à des agences de

communication de presse. A partir du moment où il réceptionne une NSL (on est en février 2004), il lui est interdit d'en parler à qui que ce soit, y compris sa fiancé, ses parents, ses associés, etc... ; l'interdiction vaut tant qu'il est vivant. Il n'a même pas le droit de contacter un avocat...

Après réflexion, Merrill prend l'attache de son avocat et après échanges avec plusieurs autres avocats, il refuse d'obtempérer. Traduction : un individu se dresse contre l'Etat pour la première fois depuis que le Patriot Act est en vigueur. Merrill est venu parler de cette situation lors du Chaos Computer Congress (CCC, le plus grand festival activiste de cultures alternatives et numériques) fin 2010 ; et même à ce moment-là, il ne pouvait pas parler de tout librement sinon il risquait dix ans de prison pour violation du secret de l'instruction...

La suite de l'histoire est digne d'un film hollywoodien.

LES REVELATIONS DE SNOWDEN

Si l'on peut aujourd'hui retracer les INFLUENCES ayant contribué au déploiement du système de surveillance le plus titanesque au monde, c'est grâce à **Edward Snowden**. Ex-consultant pour la NSA, Snowden a révélé en 2013 l'organisation des programmes de surveillance américains et britanniques. Ces informations sont vitales pour appréhender l'ampleur de ce système et comprendre les intérêts des acteurs qui font partie intégrante de notre vie quotidienne, que ce soit les GAFAM ou tout autre type de gouvernements et gouvernances politiques, industrielles, monétaires, virtuelles et/ou physiques.

D'après les révélations, les premiers tests d'interception de communications électroniques hors du territoire américain débutent en 2009. Le président Obama signe un déploiement d'un programme, le SOLMAGET, aux Bahamas, petit pays géographiquement proche des Etats-Unis. Le scénario de ce programme est loin de "Pirates des Caraïbes". L'installation des équipements de surveillance dans les systèmes de télécommunications des Bahamas est obtenue grâce à un subterfuge : l'agence américaine de lutte contre les stupéfiants convainc tout simplement le gouvernement de l'archipel que l'opération aidera à capturer des trafiquants de drogue. En réalité, ces équipements ouvrent une porte dérobée pour la NSA qui peut alors exploiter, enregistrer et stocker des données de conversations électroniques. Aucun mandat de juge n'est requis du côté américain. Ainsi en deux ans, SOMMAGET aurait permis d'atteindre son objectif de 100% de surveillance dans les Bahamas, à savoir l'espionnage des téléphones portables de quelque 6 millions de citoyens américains qui visitent ou résident dans le pays chaque année. Suite au succès de SOLMAGET la NSA a déployé le programme en Afghanistan, aux Philippines, au Mexique et au Kenya. Des documents de planification de la NSA datés de 2013 prévoyaient son utilisation dans d'autres pays.

Les documents fuités par Snowden révèlent également que l'administration Obama est partageuse.

Des programmes de coopération avec des gouvernements étrangers sont implantés pour accroître les capacités de reconnaissance. Cette coopération s'étend notamment à une alliance clandestine des agences de renseignements des Etats-Unis, de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande, qui remonte à la guerre froide et est connue sous le nom de code « FIVE EYES » (Cinq Yeux). En outre, au cours des trois premières années d'Obama au pouvoir, le gouvernement américain a payé à l'équivalent britannique de la NSA, "Gouvernement Communications Headquarters" (GCHQ), au moins 150 millions de dollars pour améliorer la surveillance des câbles sous-marins. Ces derniers partent de l'Amérique du Nord et du Sud et transitent par le Royaume-Uni sur leur chemin vers l'Europe et le Moyen-Orient : le GCHQ est donc dans une position idéale pour y placer des oreilles. Pour passer en revue toutes ces données ainsi récoltées, deux cent cinquante analystes de la NSA ont unis leurs forces avec environ trois cents collègues du GCHQ.

L'accélération de la surveillance a nécessité un boom de la construction d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du renseignement américain. Le 5 mars 2012, l'« Empereur Alexander » a inauguré ce qui est assurément le plus grand poste d'écoute du monde, situé en Géorgie (l'état américain, pas le pays). A partir de 2013, la NSA a dépensé plus de 300 millions de dollars pour l'agrandissement d'une ancienne usine de fabrication de puces Sony en Californie et sa transformation en poste d'écoute principal de la NSA pour les Caraïbes, l'Amérique Centrale et du Sud. Au Nord-Ouest, un nouveau bâtiment est construit près de Denver : on y recueille des communications interceptées par les satellites d'espionnage (tel Orion dont il était question plus haut) pour les transmettre à d'autres avant-postes de la NSA. Les Etats-Unis justifient ces interceptions à l'étranger en les considérant comme des signaux vitaux pour la lutte antiterroriste à travers le monde. La pièce maîtresse de tous ces avant-postes est le site BLUFFDALE, dans l'Etat de l'Utah. Les révélations de Snowden ont montré ce qui y est sauvegardé : e-mails, messages textes, tweets, recherche Google, dossiers financiers, messages Facebook, vidéos YouTube, métadonnées d'appels téléphoniques et de chat, chats écrits, etc...

Certaines zones du complexe contiennent des données considérées comme critiques, tels que les appels et les courriels en provenance et destinés à des membres clés d'Al-Qaïda et de l'organisation Etat islamique ; d'autres informations ont finalement été effacées pour faire de la place sur les serveurs. Un disque dur externe de taille monstrueuse en fait

La réélection d'Obama en 2012 s'est faite après une campagne centrée presque exclusivement sur les questions économiques et domestique : peu d'attention a été accordée à la surveillance et la vie privée. Comme le montre les révélations de Snowden intervenues quelques mois plus tard, la collecte de données n'a pas ralenti. Cette approche ne semble pourtant pas la plus optimale. Pour reprendre les mots de Tristan Nitot, « ON CHERCHE UNE AIGUILLE DANS UNE BOTTE DE FOIN » et pensant y voir plus clair, on continue à augmenter la taille de la botte... Se pose alors la question de savoir comment remédier au problème très complexe du traitement utile de ces données. Dans le sillage des fuites de Snowden, des responsables du gouvernement américain ont essayé de justifier la collecte secrète des relevés téléphoniques des Américains en prétendant qu'au moins cinquante menaces ont été évitées grâce à cette information. Aucun exemple précis n'a été cité. L'« Empereur Alexander », quant à lui, a affirmé que « cinquante-quatre activités et liées au terrorisme » avaient été déjouées. Sans aucun exemple concret à l'appui non plus. Le général est d'ailleurs revenu sur cette déclaration plus tard lors de son audition devant le *Comité judiciaire du Sénat Américain*, en citant un seul exemple... La vie privée et la confidentialité des communications ont été totalement compromises sans pour autant que les citoyens y gagnent en sécurité.

En plus de cet échec se pose aussi la question de l'abus d'informations collectées. Les effets vont au-delà des violations des libertés constitutionnelles des Américains. La NSA communiquait par exemple régulièrement des interceptions brutes contenant des millions d'appels téléphoniques et de courriels d'Américains ayant de la famille en Israël et Palestine à son homologue Israélien, l'Unité 8200. Ce que faisait cette dernière n'était pas très clair jusqu'à ce que quarante-trois membres de l'Unité 8200 démissionnent de leurs postes. Dans un article publié par le NEW YORK TIMES, ceux-ci ont publiquement accusé l'ETAT ISRAËLIEN d'utiliser des communications interceptées, telles que celles envoyées par la NSA, pour infliger une PERSECUTION POLITIQUE à des Palestiniens innocents. Les démissionnaires ont ainsi expliqué que des données sur l'orientation sexuelle, des infidélités conjugales, des problèmes d'argent, les conditions médicales de familles ; etc... ; ont été recueillies puis utilisées comme moyens de COERCITION. Les documents rendus publics par Snowden révèlent aussi des mémos organisant le recueil d'informations pour discréditer des personnes posant des problèmes. Ainsi une note de synthèse précise la nécessité de collecter des données de navigation Web et

utiliser le fait que des gens regardent de films pornos pour saper publiquement leur réputation. Ces agissements rappellent le KOMPROMAT russe, l'utilisation par le KGB (en reconstruction durant les années folles suite à la chute de l'URSS) de prostituées pour attirer des hommes puissants ET/OU riches dans des guets apens filmés ensuite utilisés pour du CHANTAGE...

LA COURSE A L'ECHLOTE...

Il semble donc que les gouvernements si livrent à une véritable course à l'armement d'intrusion numérique. Cette tendance est préoccupante comme le note un récent rapport de l'ONU :

« Les TICS ouvrent des possibilités immenses pour le développement économique et social et continu à gagner en importance pour la communauté internationale. L'environnement informatique mondial présente toutefois des tendances préoccupantes, notamment la hausse spectaculaire du nombre d'actes de malveillance dans lesquels des ETATS & des ACTEURS non étatiques sont impliqués. »

Rayna Stamboliyska – LA FACE CACHEE D'INTERNET

LES TICS sur : <http://mickael-montest.e-monsite.com/pages/sciences-sociales/les-tics.html>

Enfin, j'aimerais beaucoup connaître la véritable définition du TRAVAIL, ainsi que le réel déterminant d'une ACTIVITE à juste valeur ajoutée, dans le monde des actions, réactions, mouvements, mobilités, savoirs faire et savoirs être, de même que la notion d'EMPLOI rémunéré au rapport de l'utilité et l'essentialité dans la sphère, d'échanges de bien(s) et services, marchande, notamment par la dialectique assujettie à ces savants en toutes MATIERES, épistémologues, philosophes, voire théologiens, théoriciens, politiciens, experts de tous ORDRES, génies des sciences économiques et financières, ET/OU sorciers de L'USURE...

Depuis plus de 72 mois au statut de 'RSAYste'... Super expérience... ?

La droite a écrasé petites gens, étouffée la classe moyenne, et la gauche a fait le baiser de Judas au peuple de France, au nom d'un déni de réalité fractale. "Les hommes naissent égaux et libres", répétaient-ils sûrs d'eux ! *Pfffff... Copie à revoir...*

Où dans cette cacophonie généralisée, la culture des temps immémoriaux des lumières, s'est quelque peu assombrie.... De sorte qu'après tant d'épreuves de leur faiblesse, ils ont jugé plus à propos et plus facile de censurer que de repartir, parce qu'il leurs est bien plus aisé de trouver des fidèles à leurs veules raisons, que semer alentours belles et justes pensées... Où le premier fondement sociologique, voire philosophique, se trouve invariablement dans les communes rurales, proposant cultures à tailles animales et humaines ; et supportables par le juste bien-être.... Et la deuxième constituante essentielle, nécessaire et utile, s'envisage sans équivoque proche de la retransmission des justes connaissances et savoirs par celles et ceux d'avant, et ceux et celles de maintenant, pour les vies d'après... Dans toutes les communautés de communes, départements, régions, territoires, cités et contrées...Par conséquent, par mes écrits je tiens à faire savoir que j'ai toujours soutenu et soutiendrai encore sans aucune restriction ces deux "indispensables"...

Petite notification : En 1992, j'avais 33 ans, j'étais technicien SAV en froid et climatisation, mon salaire était en équivalent euros d'environ 2 000€ net par mois. Chercher l'erreur... 27 ans après... ; *SUR LE JOURNAL D'UN RSAYSTE – SENIOR 2.0* : <http://mickael-montest.e-monsite.com/pages/livres-et-liens/sociologie-en-cache-misere.html>

Les yeux de l'homme ne réussissent à percevoir les choses que par la... ; connaissance de leur superficialité. L'intelligence humaine a les ressources pour donner forme à leur essentialité.

Si l'enfer est un tunnel creusé par une colonie munie de pics d'incertitude, alors la raison est un bouquet d'attentions que l'on arrose de lucidité.

Dans les civilisations individualistes l'ensemble communautaire rationnel n'a plus aucune identité sociologique spécifique – il est donc incohérent de la part des corporatismes à statuts conformistes béats de contracter avec lui – peut-être parce que les orthodoxies séculaires ont peur du miroir des contre-évidences.

Quelle bande de sots, inconscients et inconscientes quant à la facture en solde de leurs enfants soumis aux ravages d'un népotisme culturel et/ou ségrégation d'intérêts particuliers, sans valeurs tangibles où l'information en transmission de savoirs me semblait proche d'une affiche collée au mur du sectarisme intellectuel, en allégation de rares onces de pédagogie, par dissidences de bienveillance intergénérationnelle, au profit de certitude en images de logo-atomisation appropriées par quelques pervers narcissiques, partiellement inutiles aux délais d'apprentissage et de respect des lois naturelles.

J'y mettais entre ces interstices textuels des consistances didactiques en vœux de libre échange imaginaire une espèce de déshérence en sollicitude de dimensions touchantes par une volonté à vouloir vaincre les intendants prônant un empirisme, sans distinction de zones d'existences non sécurisées, en règne de possession absolutiste, avec pour singularité en celle de laisser croire que ce matérialisme inique ne serait pas source malheureuse en grande consommatrice d'énergies falsifiées par accaparante désuétude, mais, souvent, exsangue des forces humanistes. Même si je pensais en comprendre partiellement la peur existentielle de mes congénères, je n'en approuvais guère la méthode et le discours...

LA LOI DU MARCHE AVANT LA BIENVEILLANCE... ?

Le XIX^{ème} siècle fut celui de l'avènement industriel initialisé par les premières découvertes scientifiques de la fin du XVIII^{ème}, après la Renaissance au XVII^{ème}. La technologie, les sciences et la création de nouveaux outils, matériels, matériaux, moyens techniques, dispositifs de communication et facultés humaines, nécessaires à indexer l'évolution des sociétés, prennent une ampleur extraordinaire, jusqu'à nos jours. Une partie de notre « modernité » commençât véritablement au début du XIX^{ème} siècle. Les nouvelles idéologies aussi. Les paradoxes de la philosophie-politique également. Ce siècle de l'avènement industriel vit, sur l'ancien continent la chute des monarchies. La fin de la révolution d'octobre en Russie enclencha une nouvelle "guerre" entre le modèle capitaliste anglo-saxon, émancipé à plus grande échelle outre Atlantique, notamment en Amérique du Nord, et le communisme soviétique induit par la face autocratique, voire despotique de Lénine et Staline, avec les deux plus meurtrières guerres au XX^{ème} siècle.

L'histoire n'avance que par son mauvais côté, disait Marx.

Il est intéressant de voir que l'histoire de l'ancien au rapport du nouveau continent affichée par le nouveau monde des Amériques est en train de réapparaître, telle une forme simiesque d'un passé sombre. Certes la modernité a apporté ses bienfaits. Notamment dans les domaines des transports, de l'alimentation, des normes de sécurité, l'hygiène, la médecine, les connaissances, la retransmission de l'information, la rapidité des échanges commerciaux... ; etc... Mais tout cela n'a pas suffi à diminuer, proportionnellement à l'évolution

démographique, les inégalités entre les hommes, les femmes et les enfants, l'iniquité sociale-économique, les conflits territoriaux, la fracture culturelle, le refuge identitaire et communautaire. L'accessibilité aux biens essentiels est de plus en plus compliquée, même dans nos sociétés occidentales. Ces dernières décennies l'incompréhension intellectuelle entre systèmes d'échanges de biens et services des villes, où sont concentrées les richesses, et régions rurales, en déficit d'emplois, s'est accentuée. La fête s'est terminée à la fin des années 80, après les 'trente glorieuses'. Elles ne reviendront jamais, soyez en certain. Il faudrait que les sociétés modernes se réinventent en fonction de leurs évolutions technologiques, économiques et culturelles, si elles veulent s'émanciper des carcans sociétaux, de l'ignorance inflationniste installée par de néfastes corpus sociaux-économiques et culturels fracturant les communautés, territoires, pays et nations inconscientes du drame en déclin civilisationnel. Après la liesse faisant suite à la fin de la deuxième guerre mondiale et le renouveau de la construction européenne les démons affectés à l'anthropocentrisme de l'homme et des clans ressurgirent. Les fantômes de l'ancien monde réapparaissent. Les peurs, les incertitudes, la pression économique-socio-financière et les dogmatismes des nouveaux paradigmes culturels affichés aux néo-scientistes s'installent patiemment, au nom des lois et règles de marchés des « changes », soient disant inédits... ???

Mais bienveillants, paraît-il...

Quand l'histoire se répète, disait Marx, la deuxième fois c'est une farce.

« La monnaie doit se donner pour légitime et cette légitimité ne peut se construire sur la base de la seule conscience qu'auraient les agents financiers du nécessaire recours à des objets conventionnels. Or, seule cette conception de la légitimité répond aux exigences et naturalités des thèses individualistes. Techniquement, c'est au travers de l'hypothèse d'anticipations rationnelles qu'elle se trouve formalisée dans les modèles socio-économico-culturels. En effet, cette hypothèse signifie que les représentations des agents sont identiques au vrai modèle de l'économie. A contrario, la légitimité suppose la croyance en une certaine matérialité des symboles...»

Aussi est-elle contemporaine d'un certain délitement ou déni d'évolution collectiviste, voire mutualiste des sociétaires, acteurs, actrices, réalisateurs, imprésarios, agents et échangistes des scènes nationales et internationales, perceptibles en et par les dysfonctionnements géo-politico-socio-économiques, devenus aujourd'hui divisions communautaires, où en certains lieux de conflits géo-politico-financiers, la valeur immanente est en ces états, indubitablement, 'ARMÉE'...

Au détriment de toutes 'cultures'...

Où le temps de la potentielle entente sera invariablement utopie.

Dimension qui ne peut être en aucun cas désolidarisée de tous objets symboliques, matérialisés par leurs essentialités, utilités, nécessités, disponibilités ou toute autre sensibilité en tant que sujet porté à son propre pouvoir, sur soi ou autres par l'effet de cette symbolique affective, devise sécuritaire, liberté attractive, attachement séculaire, immanence séculière, causes plaisantes, passion communautaire raisonnable, raisonnée... ; ou alors individuellement déraisonnable... ???

« Les experts en intelligence sont-ils devenus espèce à sang froid ? La politique, la religion et la monnaie sont-elles, pour certains clans, un résultat de pouvoir divisionnaire inique ?

Ce qui est certain, c'est que les trois veillent et entretiennent le néo – ordo – ultra – libéralisme social-économique et le capitalisme financier impérial » [...]

LETTRE AUX MEPHISTOPHELES

Ne croyez-vous pas, Mesdames, Messieurs en tâche de gouvernances, que la plupart des gens se voyant tromper dans leur espérance, par les simulacres d'une exhibition politique, excluant territoires et habitants, non solubles avec la photo de famille gouvernementale sollicitée par des cadreurs de censure, n'y trouvent plus raisons suffisantes à attendre votre lente mise en application envers justice sociale, mais plutôt à trouver forces restantes et suffisantes à réparation ? J'en serai fort aise, à y trouver nombre d'indignés(es) suffisant à organiser une nouvelle armée des justes, officiant aux chemins d'une plèbe à dissidence intelligible. Au nom d'un contrat social, entre les lignes des anciennes barricades, du rouge teinté au sang des innocents, n'en reste-t-il pas quelques gouttes invisibles aux yeux des biens garnis... Tirillés entre la maladie du blé jaune, le virus d'un sarrasin envers la liberté d'une sarrasine, la mélasse, le voilage et le plumage, le néo-ordo-libéralisme, la franc-maçonnerie, les partisanneries culturelles iniques, la soumission liberticide, les intérêts corporatistes antisociaux, le néo-scientisme, la culture anthropocentrique de l'entre-suit, le conformisme béat, la servitude, les possessivités vénères, la starisation politico-médiatique, le marketing et Mammon... N'y voit-on pas là quelques éboulements d'échafaudages, auparavant structurés par la présomption phallique de chaires institutionnelles, à ce qu'elles n'y puissent contenir autres imminences grises que celles des religiosités-politiciennes ruisselantes d'inefficacité accostées par des politiques-templières, vouées à l'ordre de l'accaparement, au nom d'une vénalité d'intendances ?

Suceurs de position en sont assurément les plus fieffées gardiens d'étals... A nul doute, d'un côté à compter pièces d'or et de l'autre, symboles à foutres. La différence y est insignifiante ; de même prosternation, la position en est effarante. Pour l'une, il est d'évidence action, en compte de pièces, le Veau - d'Or à engraisser, et de l'autre à attendre, que l'animal en vomisse quelques onces. A la magie des incertitudes, vociférâtes les inutilités aplaties, pour qu'en cette réunion, au cours des jours saints, la prière, de sept en sept, honore la fourberie et apaise les prémices suspicieuses de la condition humaine. C'est, sûr, celle-ci pousse tant d'imprécations qui s'y trouvent dans les prédicats de cette censure, que je n'ose en croire les possibilités d'une inversion décidable aux abords de la loi du marché. L'entreprise humaine ne s'élèvera qu'en avertisseur d'intransigeances, le jour gratifié du nombre suffisant, d'avoir réussi à investir les vestiges d'amphitryon fourrés aux inepties des commandements privés de toutes institutions collectivistes abasourdis par le brouillamini des courbettes de fonds... Que d'une laïcité sortie des procédures d'assouvissement, le problème n'y résistera qu'en la discontinuité d'incompréhension des termes partisans affichés aux sourdines du multiculturalisme pervers abonné aux poisons d'anathème, d'exécration et d'hérésie, promulgués aux expressions d'horreur transmises par la parabole des virus d'assomption, s'imaginant proposer une nouvelle hystérèse ignorante des soubassements de la détestation, envers les exégèses d'experts en toutes doctes, génies de l'économie-financière et autres sorciers de l'usure promis en avenir de façadiers sans éthique et morale, mais assurément avec posture propre à bande de fieffés Méphistophélès ...

LE PATRIOTISME ECONOMICO-FINANCIER

Qu'est-ce que cela veut-dire "réellement"... ???

Mettre en place des règles économiques et commerciales respectueuses de tous les acteurs et actrices d'une nation républicaine, démocratique à vectorisation laïque, ou alors permettre aux experts en économie, sorciers en flux monétaires et génies en commerce international de démembrer petit à petit une nation en acceptant, sans aucune règle sociale envers leurs concitoyens, concitoyennes et congénères, cette obsolescence programmée ?

Les lois d'une mondialisation délétère dont les savoirs et la connaissance des fonctionnements engendrés depuis l'avènement de l'industrialisation, des transports et de l'information, s'est commue en délitement dans les méandres de la déontologie, de l'éducation, des apprentissages et de la formation, au profit des filoutages politico-socio-économiques... ??? Pendant plus de quarante ans, les états et gouvernances successives ont malheureusement axé l'économie du pays par des actions qui me semblent beaucoup trop éloignées de l'esprit affilié à une véritable économie-sociale de "marché" ; patriotique...

Avec Sarkozy, on a eu une République libérale sans véritable réaction Démocratique. Avec Hollande, on a eu une Démocratie libérale sans véritable réaction Républicaine. Avec Macron, on a une Démocratie Herméneutique Ordo-libérale avec des Républicains réactionnaires liberticides... Hou la là, mes aïeux, nous ne sommes pas sortis de la mauvaise auberge. Je vous l'écris : la véritable République Démocratique Citoyenne n'est pas prête d'advenir...

Le seul propos des GOUVERNANCES, depuis 1948, avec élans de renouveau en 1968, 1974, 1981, puis 1995, 2005, 2014 et 2017 est d'envisager les CHOSES du seul POINT de VUE COMMERCIAL & PROFITS INTRINSEQUES MAXIMUMS.

En 1933 déjà, l'économiste anglais Maynard Keynes (1883-1946) dénonçait dans « National Self-Sufficiency », une allocution prononcée à Dublin, notre incapacité à traiter les problèmes de société cruciaux auxquels nous sommes confrontés autrement que dans une perspective du « COMBIEN CELA RAPPORTE »

« Le XIXème siècle a promu jusqu'à la caricature le critère que l'on appellera, pour faire bref, les "RESULTATS FINANCIERS", comme test permettant de déterminer si une politique doit être recommandée et entreprise dans le cadre d'une initiative d'ordre privé ou public.

Le destin personnel s'est transformé en une parodie du cauchemar d'un comptable.

Au lieu d'utiliser leurs ressources techniques et matérielles désormais plus vastes pour construire une cité idéale, les hommes du XIXème siècle construisirent des taudis, et ils pensèrent que bâtir des taudis était la chose juste et recommandable, parce que les taudis, à l'aune de l'entreprise privée, "CELA RAPPORTE", alors que la cité idéale aurait été, selon eux un acte fou d'extravagance, qui aurait, dans le vocabulaire imbécile du monde financier : "une HYPOTHEQUE sur l'AVENIR" »

(Keynes [1933] 1982 : 241).

L'homme, par son égoïsme trop peu clairvoyant pour ses propres intérêts, par son penchant à jouir de tout ce qui est à sa disposition, en un mot, par son insouciance pour l'avenir et pour ses semblables, semble travailler à l'anéantissement de ses moyens de conservation et à la destruction même de sa propre espèce. En détruisant partout les grands végétaux qui protégeaient le sol, pour des objets qui satisfont son avidité du moment, il amène rapidement à la stérilité du sol qu'il occupe, donne lieu au tarissement des sources, en écarte les animaux qui y trouvaient leur subsistance ; et fait que de grandes parties du globe, autrefois très fertiles et peuplées à tous égards, sont maintenant nues, stériles, inhabitables et désertes. En négligeant toujours les conseils de l'expérience pour s'abandonner à ses passions, il est perpétuellement en guerre avec ses semblables, les détruit de toutes parts et sous tous prétextes ; en sorte qu'on voit ses populations, autrefois forts grandes, s'appauvrir de plus en plus. On dirait qu'il est destiné à s'exterminer lui-même après avoir rendu le globe inhabitable.

Lamarck : Système analytique des connaissances positives de l'homme – 1820

L'ETAT PROVIDENCE ...

Trop ou pas assez... ???

Pour quoi, pour qui ou pourquoi... ???

Sur la période qui s'étendit de 1948 à 1952, le Plan Marshall dispensa généreusement un don des Etats Unis équivalent à 114 milliards d'euros d'aujourd'hui. Proposé également à l'URSS, qui le repoussa. Il relança l'économie des pays occidentaux qui cautionnaient le plan et contribua à enrayer l'expansion de la sphère d'influence russe. Mais une contribution est inscrite au sein du système monétaire mis en place à Bretton Wood : le « dilemme de Triffin » du nom de l'économiste belge (1911-1993). Celui-ci attira l'attention sur le fait qu'une monnaie ne peut représenter DEUX RICHESSES DISTINCTS. En l'occurrence celle des Etats-Unis et celle des nations utilisant le dollar comme monnaie de référence à l'extérieur du territoire américain. (\$ is rich...)

Encouragé par la Grande-Bretagne, qui y trouvait son compte dans le rôle de chef d'orchestre, le marché des 'eurodollars' (les dollars en circulation en dehors des Etats-Unis) prit son autonomie et son essor.

Il s'avéra que « défendre le monde libre » - la sphère d'influence des Etats-Unis dans le cadre de la guerre froide – était de plus en plus coûteux. Nixon dénonça l'accord de Bretton Woods en 1971, alors que la guerre au Vietnam, au Cambodge et au Laos, épuisait les ressources pourtant colossales des Etats-Unis, où la référence à l'or ne suffisait déjà plus à son expansion.

En 1944, dans le bras de fer qui l'opposait à une Grande-Bretagne exsangue, l'Amérique l'avait emporté.

Mais il restait des atouts à la Grande-Bretagne : Son EMPIRE COLONIAL

Celui-ci ne tarderait pas à s'effriter, mais le Commonwealth liant les anciennes colonies à la métropole d'autrefois survivait, et la City demeurait le centre d'un empire financier, où les plus petites dépendances constitueraient vite les éléments d'un archipel de moins-disant juridique, offrant l'infrastructure permettant l'éclosion de futurs havres fiscaux ainsi que le moyen pratique pour les grandes puissances de jeter un œil discret sur la réinjection de l'argent sale dans le circuit légal.

L'état providence était né quant à lui en Allemagne sous Bismarck, qui craignait une révolution de type marxiste. William Beveridge, en Grande-Bretagne l'avait codifié dans un rapport fameux en 1942.

Entretemps, les congés payés avaient conquis l'Europe.

L'état providence n'était cependant pas inscrit dans la réalité économique elle-même. Les salaires sont comptabilisés en effet comme coûts devant être réduits à tout prix, tandis, que les bonus des industriels et les dividendes des actionnaires sont vus, je l'ai expliqué, comme parts de bénéfices devant être maximisés coûte que coûte. Dans ce cadre, les dépenses de l'Etat-providence sont ponctionnées sur la croissance, mais une fois servis les détenteurs de capital et les dirigeants d'entreprises.

En octobre 1973, à la suite de la guerre israélo-arabe, les pays de l'OPEP augmentèrent le prix du pétrole de 70% et imposèrent un embargo aux Etats-Unis et au Pays-Bas ; une seconde augmentation eut lieu deux mois plus tard, qui multiplia le prix du pétrole par rapport au niveau antérieur au début des hostilités.

Ce choc pétrolier, dans un contexte où la richesse due à la reconstruction montrait des signes d'essoufflement mettait un point d'arrêt aux "TRENTE GLORIEUSES".

A partir de ce moment, la protection sociale dans les pays occidentaux se retrouve sur la défensive. Pour tenter de maintenir l'Etat-providence, les Etats s'endettèrent.

Ils encouragèrent alors, petit à petit la privatisation de la protection sociale, les retraites complémentaires apparurent : l'assurance vie, l'assurance maladie-invalidité battant en retraite, l'intervention des mutuelles progressa, jusqu'à devenir obligatoire. La protection sociale devint tributaire de la bonne santé des marchés financiers. On dora la pilule en présentant à la population cette régression massive sous un jour favorable : on lui affirma qu'elle se "responsabilisait" et que le contrôle qu'elle exerçait sur sa propre vie s'accroissait. Mais de plus en plus obligés de recourir aux marchés des capitaux, les Etats s'exposèrent à la notification de leur risque de crédit, qui déboucha sur une augmentation du coût de leurs emprunts, et à l'évaluation de leur gestion budgétaire selon les mêmes critères qu'une entreprise commerciale.

Le coût de la crise des "subprimes", fut considérable : 8% du PIB pour la zone euro ; à l'automne 2015, 3,3% des 8% avaient été récupérés, mais l'ardoise se montait encore à 4,7% du PIB. Les garanties explicites des Etats de la zone euro au secteur financier équivalaient en 2014 à 2,7 points du PIB (Soit environ pour la France : 54 Mds d'euros au titre de la sphère financière). La dette souveraine des pays s'était aggravée en moyenne sur la zone, de 4,8% de PIB.

La spéculation par le biais de l'instrument financier dérivé qu'est le Crédit-default Swap (CDS) permet qu'un double mécanisme joue simultanément sur la notation de la dette souveraine : d'une part, l'évaluation actuariale du risque de crédit, objective parce que fondée sur la fréquence des pertes observées par le passé en terme de probabilité ; d'autre part, l'offre et la demande pour l'assurance elle-même - et cela, que celui qui la contracte soit véritablement ou non exposé au risque de crédit parce qu'il détient des titres dont le principal pourrait éventuellement ne pas être remboursé par un Etat en défaut.

Un pays en difficulté est ainsi mécaniquement condamné : le risque de crédit de sa dette n'est pas seulement évalué selon des critères "objectifs", mais aussi à partir du montant de la prime du CDS, qui augmente avec la demande vis-à-vis du contrat – dont une composante est purement SPECULATIVE.

Paul Jorion – LE DERNIER QUI S'EN VA ETEINT LA LUMIERE

A partir de 1945, ce système économique mondialisé sera favorisé, les années suivantes, avec la rapidité des transports, les flux de biens et services internationaux, et notamment les déséquilibres entre les pays appelés les "Nords" et les "Suds". Au cours du XXème siècle, ce fonctionnement économique sera nommé, le "néo-libéralisme", et il deviendra celui de l'ère de la mondialisation par le capitalisme, puis l'ultra-libéralisme, dont les origines du changement en seront pour parties, le plan Marshall, les accords de Bretton-Woods et le GAC ; après la fin de la seconde guerre mondiale. Nous pourrions constater dans cette nouvelle conceptualisation économique certaines incohérences, notamment l'utilisation de main d'œuvre à bas prix, afin de faire jouer l'indice de concurrence lié aux résultats industrielles, hors des zones financièrement "fructueuses" des pays industrialisés, par la délocalisation des productions.

Après cette mise en œuvre économique-financière, les écarts entre les réserves en or ont considérablement augmentés, et sont constables au rapport de celles relativement faibles dans l'économie des pays occidentaux, à contrario des quantités détenues proportionnellement aux rapports du PIB des "Suds". *L'économie générale de ces territoires du monde, sera invariablement et durablement régulé par l'investissement des pays industrialisés, avec pour résultat l'augmentation des dettes des "Suds", qui seront leur moteur économique à partir des années 70, où un peu plus tard apparaîtront les premières crises financières dans différents pays d'Amérique du Sud et de l'Est de l'Europe.*

LA PLANETE FINANCIERE – Laurent Carroué

CRISES FINANCIERES, IMPÔTS ET CAPITALISME FISCAL EN FRANCE, AU XVII^{ème} SIECLE

Les “choses” et “affaires” de l’état, ont-elles réellement changé, sur le fond politique des covalences et convergences, depuis presque quatre siècles... ?

Hors avancées technologiques, numériques, démographiques, sanitaires, médicales et sociologiques... ???

Petit retour en arrière... Notamment la crise du XVII^{ème} en France...

Les disparitions de Richelieu et de Louis XIII avaient avivé la crise politico-financière, et par la même endigué instabilité et conflits sociaux. Le nouveau pouvoir avait fait naître des espoirs très vite déçus. L’amertume n’en était que plus profonde.

Depuis 1635, date du début de la guerre contre la maison d’Autriche, la France avait connu une des mutations les plus importantes de son histoire financière. Si l’on veut avoir une idée de l’augmentation démesurée des dépenses et de l’effort demandé durant ces années terribles, il suffit de considérer quelques chiffres : le budget de l’état, qui était en temps ordinaire de l’ordre de 40 à 45 millions de livres “tournois” (monnaie de l’époque), bondit à 120 millions en 1634, l’année des premiers efforts militaires, puis à 208 millions en 1635, l’année de la guerre. Il descendit à 88 millions en 1637, s’établit à 89 millions en 1642. Avec le ministre Mazarin, cette croissance reprit : 124 millions en 1643, 141 en 1644, 136 en 1645. Il était de 142 millions en 1651 et de 109 en 1653 (La paix de Westphalie signée avec l’empire en 1648, n’avait pas mis fin à la guerre espagnole).

Le système des impôts sous l’Ancien Régime était archaïque, improductif, injuste, hérissé d’exemptions scandaleuses et de particularités choquantes qui avaient le plus souvent perdu leur raison d’être. Mais la monarchie aux abois n’était pas capable de le réformer. De quoi d’ailleurs était-elle capable... ???

Le petit monde trouble de la finance royale et des manieurs d’argent – quelques milliers de personnes en tout, en comptant leurs commis et associés – est aujourd’hui mieux connu par les travaux de quelques historiens anglo-saxons et français, qui ont démontré avec intelligence et clarté les mécanismes déjà forts complexes du système financier de cette époque.

Bien des idées reçues doivent être révisées.

Ces gens de la finance – Bonneau, Catelan, Feydeau, Gruyn, Monnerot, Tabouret... – n’étaient nullement des hommes sortis de la lie du peuple, des laquais enrichis qui auraient réussi à s’agrèger au monde des puissants comme l’imagerie populaire les a souvent représentés. Ils étaient issus des milieux de la “robe” (ceux de la chaire, juges, avocats, notables...), et de l’aristocratie... Leurs familles avaient travaillé dans le maniement des “espèces du roi” depuis une ou deux générations. Ils se manifestaient rarement au grand jour, laissant la première place à des gens de paille – bourgeois de Paris, voire simples domestiques – qui étaient des adjudicataires du bail ou du traité. De discrets actes notariés rétablissaient la “vérité”. A l’arrière-plan se dissimulaient des bailleurs de fonds encore plus puissants : la haute aristocratie d’épée, les princes, les ducs et pairs, l’élite de la noblesse de robe, les grands dignitaires ecclésiastiques, les abbés commendataires, qui bénéficiaient des revenus les plus élevés. La famille royale elle-même participait au jeu : Le Duc d’Orléans, sa fille la Grande Mademoiselle, le prince et la princesse de Condé. Tous ces gens, à la recherche de profits sans risque, participaient aux lucratives « affaires du roi » – revenus domaniaux, aides, sous-participations dans les fermes et traités – grâce à des compagnies discrètes, à des conventions de croupiers ou à des prêts simples d’argent. Les cardinaux-ministres, Richelieu, puis Mazarin, investissaient eux-aussi sans vergogne dans ce capitalisme fiscal, prêtant à bon taux l’argent qu’ils avaient capté, faisant main basse sur les grands offices, les revenus du domaine royal, les bénéfices ecclésiastiques, ou touchant des pots de vins lors de l’affermage des impôts...

Ainsi malgré ses ors et sa pompe, la monarchie française était-elle l'otage des puissants, des grandes familles et des multiples groupes sur lesquels elle comptait s'appuyer... ??? Même si par nature elle se situait au-dessus des corps sociaux, les transcendait par son caractère divin, la grève des bailleurs de fonds pouvait lui être fatale. Faute d'une administration fiscale efficace, le pouvoir royal avait perdu la maîtrise de ses finances.

Comment s'étonner que, dans de telles conditions, la misère est rapidement gagnée les campagnes. La pression fiscale imposée par un pouvoir considéré jusque-là lointain et peu enclin à attentions et considérations, hors de la royauté, sa cour, l'église et les gens de robes, avait en partie détruit le fragile équilibre des communautés locales, incitant les habitants à faire bloc pour défendre leurs intérêts régionaux menacés. Les révoltes populaires, qu'on appelait dans le langage du temps des "émotions", furent nombreuses. Apparues dès la fin du XVIème siècle, parallèlement à la croissance de l'Etat royal, elles connurent alors de terrifiantes flambées. : Explosion des "Croquants" de Guyenne, du Périgord, du Limousin (1636-1642), insurrection des "Nus-Pieds" de Normandie (1639-1642), implacablement réprimée par le chancelier Séguier, jacqueries paysannes dans le Maine et l'Anjou (1639), en Auvergne (1640), et à nouveau dans le Poitou (1641).

La mort de Richelieu et l'avènement de Louis XIV firent espérer un retour au calme social, et par voie de conséquence, la décrue de la ponction fiscale. Espoir vite déçu ! Une série de mauvaises récoltes aggrava même, en certains endroits, la situation. Les troubles reprurent en Normandie, en Anjou, dans le Poitou, la Guyenne, le Languedoc, le Rouergue, la Provence... Etc...

Extrait du livre sur FOUQUET par Jean-Christian Petitfils.

POUR UNE SEMANTIQUE DES TEXTES – QUESTIONS D'EPISTEMOLOGIE

Au plan épistémologique, le sociologisme issu de certaines formes périmées du marxisme-léniniste ostracisé, du capitalisme débridé, du communisme d'antan et de l'ordo-libéralisme subjugué par principe de subsidiarité, (*une utopie hors formes de népotisme*), a perdu les moyens théoriques de leurs servir de langage commun ; elles sont confrontées à des tentatives de réductions provenant des neurosciences et de sciences cognitives. Enfin la "techno-logo-médiatisation" croissante de la recherche scientifique conduit à ne plus vraiment subventionner que des programmes susceptibles d'aboutir en principal à des brevets rentables et commercialisables "rapidement" ; quitte pour arriver au but proche d'un corporatisme absolutiste, à faire fi des notions de responsabilités dans le système à réseaux "humains"...

Quant à l'objet des sciences sociales, on ne fait qu'accumuler des connaissances sans précédent sur la diversité des langues et des sociétés humaines, avec un effort sans précédent lui aussi, en tant qu'inventaire et conservation du patrimoine culturel à l'échelon mondial, alors que son véritable degré appelle à présent une réflexion théorique afin de penser la diversité de ce patrimoine, dans le temps comme dans l'espace. Nous sommes confrontés au défi de mettre en valeur la diversité culturelle d'aujourd'hui, pour éviter qu'elle ne se réduise à la portion congrue de sa propre incompréhension aseptisée ; voire irrationnelle ou psychotique. Cela n'exige pas d'opposer un relativisme frileux à un universalisme dogmatique ; mais loin des réductions biologiques, anthropologiques, ethnologiques ou sociologiques qui ont tentées depuis l'avènement de l'ère industriel, après la Renaissance et le temps des Lumières, d'en déterminer uniquement les lois et règles sur les états successifs des fonctionnements des biosystèmes et écosystèmes, en faisant trop souvent abstraction ou déni des liens communautaires et culturels des échangistes en, et entre ces différents systèmes à réseaux "vivants"... Cela conduit à affirmer l'autonomie concise et la spécificité sociologique de la sphère culturelle, et ainsi à poursuivre dans la direction tracée par l'entreprise philosophique des formes symboliques, permettant d'en

définir les potentiels contours d'une sémiologie des cultures, fédérant en premier lieu les échanges par la linguistique, les mathématiques, la philosophie, l'histoire, l'anthropologie, la métaphysique (*sachant que méta signifie : plus, après, entre, plus loin... Et pas autres choses spéculatives non prouvables par les connaissances épistémologiques*) et l'étude de tous ces langages en tant que sigles, symboles, axiomes, lemmes, mots et expressions multiformes, qu'ils, elles soient émis(es), sous formes sonores ou écrites...

Par conséquent, cette question technique pose la question d'un projet fondateur pour les sciences sociales, depuis naguère, et encore aujourd'hui teintées par diverses idéologies et néologismes "troubles" au rapport épistémologique de l'éthique ontologique... ; et culturelle assujetties à la déontologie économique et commerciale. (Vastes sujets)...

L'étude des objets culturels complexes apporte en ce sens de multiples enseignements. Aussi, François Rastier (Directeur de recherche au CNRS) aborde dans ses analyses et par sa compétence, quelques questions et réflexions sur la "sémantique du texte". La linguistique en reste bien souvent à la phrase et la morphosyntaxe, et constitue de l'avis général son domaine de prédilection. Elle doit encore beaucoup à l'héritage séculaire de la grammaire – la linguistique historique et comparée fondait ses fonctionnalités sur l'analyse morphosyntaxique... Le positivisme contemporain a renforcé cette prédilection. Où le vecteur le plus disqualifiant en est assurément la liberté de croire que l'attachement séculaire ne saurait être en aucune façon facteur déstabilisant par le manque d'attentions et le déni de justes curiosités envers ce, celles et ceux présents en ce monde naturel, assujetti à phénomènes holistiques incompréhensibles... Et en constante évolution...

Tous ces textes lu, depuis mon exclusion du système social-économique de la grande (Ï) Cité Lyonnaise, à cheval sur deux fleuves, plus autres échanges de bons alois sur les réseaux sociaux, en permis de comprendre que l'argent ou monnaie, était un outil et non une finalité. Et de par cette analyse, comprendre que cet "ustensile" physique et scriptural, ne devait qu'être un référentiel, afin de permettre une visualisation fiduciaire, des matières extraites, créées et transformées en "objets" par le mouvement, les énergies animales et humaines, ou robotisées, afin que tous ces matériels et outils puissent être conceptualisés, créés, réalisés, fabriqués, commercialisés, distribués, vendus, échangés ou retransformés par d'autres énergies et méthodes, et tout cela avec le référentiel utile et nécessaire à pouvoir prétendre réussir à donner une valorisation à tous ces objets et sujets, au travail, aux professionnalisations et à "l'art des gens"...

Ce déterminant de valeurs est appelé : **Argent** ; ou **Monnaie**.

Il permet dans nos sociétés modernes la valorisation fiduciaire des échanges de biens et services marchands... Ce qui sollicita ce jour-là, ma curiosité, afin d'entamer quelques recherches et analyses ayant potentialités à percevoir et peut-être comprendre les raisons, causes, devises et effets de cet axiome, concernant le travail, l'activité, l'action, la réaction et l'employabilité dans l'économie de marché, où la monnaie en est le sujet-objet, et en même temps, l'outil de mesure... !

LIRE AUTRES ARTICLES SUR LE JOURNAL D'UN RSAYSTE : <https://www.e-monsite.com/>

François-Mickaël MONTEST : <http://mickael-montest.e-monsite.com/>

Michel ASTI sur Facebook, LinkedIn, Viadeo, Pôle Emploi

Nick COLLAPS sur Twitter : <https://twitter.com/CollapsNick>